

lités. Notre objectif ultime est le développement de nos ressources humaines. Il deviendra de plus en plus important de les diriger sur les sciences, la technologie et la gestion. Dans le cas contraire, à notre progression se substituera un déséquilibre, un recul technologique et une récession économique.

Beaucoup de parents se sont volontairement infligés de lourdes privations afin que leurs fils et leurs filles puissent poursuivre leurs études. Le besoin d'installations éducatives entraîne également des sacrifices considérables pour le contribuable moyen. Aujourd'hui un grand nombre de ces jeunes sont incapables de trouver des emplois. Je rappelle à Votre Honneur que, dans bien des domaines, le gouvernement était parfaitement averti et disposait de tout le temps nécessaire pour redresser la situation actuelle. Il a à nouveau montré son arrogance et son dédain des gens, en choisissant de perpétuer délibérément cette crise. Quand il en viendra finalement à tenter de résoudre ce problème aigu, la moindre amélioration du taux de chômage sera annoncée comme une performance exceptionnelle.

Le gouvernement met actuellement en œuvre des programmes de recyclage censés remédier à tous les maux, mais il oublie un aspect fondamental de la question, la disponibilité d'emplois. Pourquoi n'y a-t-il pas d'emplois disponibles? Pour une foule de raisons, selon moi. En premier lieu, il y a les politiques monétaire et fiscale adoptées par le gouvernement. Deuxièmement, les propositions que renferme le Livre blanc sur la réforme fiscale ont créé une incertitude qui a nui aux industries, les industries primaires aussi bien que les industries fondées sur les ressources. J'ai eu le privilège d'être membre du comité qui a étudié ces propositions. Dans presque tous les cas, les conséquences que laissait prévoir le Livre blanc étaient préjudiciables à l'expansion dans les secteurs essentiels du milieu industriel, en particulier dans l'industrie minière.

D'autre part, il y a le désavantage du déblocage du dollar canadien qui a nui à la position concurrentielle de l'industrie canadienne sur les marchés internationaux, en particulier les industries primaires. Tout cela a provoqué un ralentissement industriel et aggravé davantage le chômage.

Les programmes de recyclage que j'ai mentionnés sont bien accueillis, cela va de soi. Cependant, ils ne permettront pas de trouver des emplois quand il n'en existe pas. Si un étudiant ne peut retourner à l'école, il sera forcé de demeurer oisif, éventuellement de devenir une charge pour le pays, et il ne survivra que grâce à l'assistance publique. De même, la majoration des prestations d'assurance-chômage aura peu d'utilité puisque la majorité des intéressés sont en quête de leur premier emploi: ils ne rempliront donc pas les conditions requises.

Les Canadiens auxquels nous avons affaire ne s'affichent pas comme des radicaux, des révolutionnaires ou des briseurs d'ordinateurs. Ce sont des citoyens ordinaires vigoureux qui veulent pourvoir à leurs propres besoins, à ceux de leurs familles et de la collectivité, qui espèrent occuper la place qui leur revient au sein de la société. Ils ne veulent rien d'autre que de pouvoir occuper un emploi stable, d'avoir des perspectives d'avancement et de revenus croissants, en fonction de leurs aptitudes et de leur initiative.

Notre jeunesse s'est orientée diligemment vers les études et les cours de formation parce qu'elle comptait sur des possibilités d'emploi de plus en plus nombreuses et espérait en fin de compte s'attirer à bon droit la confiance des Canadiens. Mais ces possibilités sont inexistantes actuellement. Elles restent à l'état d'idéal. Le sénateur Fulbright disait ceci:

C'est une des injustices de la vie que les jeunes gens doivent faire la guerre déclenchée par leurs aînés. La vie et les espoirs des étudiants de la génération actuelle reposent, dans une large mesure, sur la sagesse et le jugement de leurs aînés, à qui la population a confié le pouvoir politique.

Bien des jeunes gens, j'en suis sûr, vont analyser minutieusement cette déclaration. Ils vont surtout se demander s'il est sage de confier leur avenir à un gouvernement dont le premier ministre doit répondre de la réalisation de leur précieux idéal. On entend dire un peu partout que les jeunes gens sont paresseux et ne se soucient nullement d'obtenir un emploi rémunérateur. Le Syndicat des étudiants de l'Université de la Saskatchewan a effectué un sondage dernièrement à Saskatoon. Le résultat va sûrement intéresser le ministre, qui est parmi nous actuellement. L'enquête a montré que 84 p. 100 des étudiants s'étaient sérieusement mis en quête d'un emploi l'été dernier. Seuls 39.2 p. 100 d'entre eux sont parvenus à trouver un emploi. Sur ces derniers, le plus grand nombre, soit 31.3 p. 100, purent se faire embaucher comme ouvriers; 20.5 p. 100 ont déclaré avoir travaillé comme techniciens, et 12.2 p. 100 de ceux qui trouvèrent un emploi ont indiqué qu'il s'agissait du secteur tertiaire.

• (3.50 p.m.)

Il est apparu que les relations demeurent une donnée importante quand il s'agit de trouver un emploi: 48.7 p. 100 des étudiants qui ont déniché un emploi d'été ont pu le faire grâce à leurs accointances personnelles. Par ailleurs, 32.5 p. 100 furent embauchés après avoir soumis une demande, directe tandis que ceux qui ont été pourvus d'un emploi par les centres de main-d'œuvre du Canada ne représentent qu'un faible nombre, je dis bien faible, soit 8.1 p. cent.

L'une des données les plus désolantes mises au jour par cette enquête est que 81.5 p. cent des étudiants qui ne réussirent pas à trouver un emploi ont indiqué qu'ils recherchaient du travail pour financer l'année universitaire suivante. On a fait remarquer que, même si une partie seulement de ce groupe ne pouvait réintégrer l'université à l'automne, celle-ci connaîtrait des difficultés de recrutement.

La rareté des occasions d'emploi pour les étudiants donne lieu à un certain nombre d'autres difficultés fort sérieuses. La semaine dernière, le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) a posé certaines questions au premier ministre (M. Trudeau) et au ministre des Finances (M. Benson) au sujet du remboursement des prêts aux étudiants. Le ministre des Finances a donné une réponse que je qualifie de futile, laissant entendre qu'on pourrait faire certaines concessions dans les cas sur lesquels mon honorable ami pourrait lui fournir des détails; il se ferait un plaisir de discuter de l'affaire avec les banques, a-t-il ajouté. On n'a pas précisé qui supporterait le coût de l'intérêt additionnel. Le ministre a laissé entendre que, sur demande spéciale, la période de remboursement pour-